

tiqué depuis un an. Dans ce conflit, le christianisme, la démocratie et la liberté individuelle luttent pour leur existence.

Maintenant que les dés sont jetés, je crois de mon devoir de faire connaître de nouveau mon attitude comme chef du parti conservateur national. Je m'en tiens absolument à l'attitude que j'ai exposée clairement le 30 mars à la Chambre des communes quand j'ai déclaré que j'étais absolument de l'avis de sir Wilfrid Laurier qui disait: "Lorsque la Grande-Bretagne est en guerre, le Canada est en guerre".

Il ne saurait y avoir de neutralité pour le Canada quand la Grande-Bretagne est engagée dans une guerre qui est pour elle une question de vie ou de mort. Je suis donc d'avis que le Canada n'aura qu'une voix pour réclamer la coopération complète avec la Grande-Bretagne et la France dans ce terrible conflit.

Je désire omettre pour l'instant le paragraphe suivant jusqu'à ce que j'aie lu les deux autres paragraphes, car je veux faire à son sujet des commentaires à part. Voici la suite du communiqué aux journaux:

Au cours de cette crise, le Gouvernement n'a pas suivi la méthode adoptée par M. Chamberlain, en ne conférant ni avec moi ni avec les chefs des autres partis. Néanmoins, dans cette crise comme dans les autres, j'ai informé M. King que je me tenais à sa disposition pour conférer et coopérer avec lui en tout temps. Et je donnerai volontiers à M. King et à son Gouvernement tout le concours possible.

J'apprends par les journaux qu'une session spéciale du Parlement est convoquée pour jeudi prochain. En vue de cet événement, je me suis mis en communication avec les députés de mon parti, leur demandant de se rendre à Ottawa un jour ou deux avant l'ouverture de la session.

Je vais maintenant lire le paragraphe que j'ai laissé de côté:

D'un autre côté, en accordant cette coopération, nous devons tous être fermement déterminés à empêcher tout profit excessif. Il ne faut pas que des individus retirent des bénéfices ou s'enrichissent tandis que d'autres offrent leur vie.

Je le répète, ce principe est pour moi peut-être le plus important que le Gouvernement puisse adopter en fournissant cette coopération. Je crois que tous les Canadiens désirent le voir appliquer et qu'ils le désirent ardemment. Ils croient que tout bénéfice excessif réalisé par quiconque à une époque telle que celle-ci est en quelque sorte de l'argent taché de sang. L'idée de voir des gens s'enrichir des souffrances de leurs compatriotes répugne à tous. J'affirme que cela ne devrait pas être permis et qu'on devrait l'empêcher au moyen d'un contrôle rigide et absolu. Quiconque exploiterait le peuple canadien à cette époque critique mériterait d'être sévèrement condamné et puni. Permettre la chose serait ruiner notre régime aussi sûrement que le ferait un Hitler triomphant.

L'ensemble de notre régime est mis à l'épreuve, et alors que le volontaire fait le sacrifice de sa vie, il importe d'éliminer l'exploiteur et le profiteur. L'honorable député

d'Algoma-Ouest (M. Hamilton) a affirmé qu'il s'agissait d'égalité de sacrifice, et je suis convaincu qu'il a exprimé là le désir de tout bon Canadien.

Maintenant, une nouvelle suggestion. J'estime que le Gouvernement devrait prendre sans délai les mesures requises pour mobiliser notre industrie, coordonner la production industrielle et assurer au Canada et à nos alliés, à cette époque difficile, l'appui effectif et sans réserve de notre vie industrielle. Durant la dernière guerre, les industries du Canada accomplirent une magnifique tâche, et reçurent, à ce sujet, les félicitations du cabinet de guerre britannique lorsqu'on les remercia du précieux concours qu'elles apportèrent à la mère patrie.

Autre suggestion: Ne permettons pas aux abus de patronage et de favoritisme politique d'entraver les efforts de la nation. C'est le Canada tout entier et non un seul parti qui est en guerre, et le pays exige que nous nous acquittions courageusement et honnêtement de notre devoir. Que la compétence, la qualité et l'honnêteté président donc à nos immenses déboursés. Il ne faudrait pas qu'un scandale vienne annuler nos efforts.

Voici une autre suggestion: M'appuyant sur mes connaissances personnelles et mon expérience, je tiens à faire remarquer qu'une des plus graves erreurs commises durant la dernière guerre fut de permettre l'enrôlement dans notre armée d'un très grand nombre d'hommes incapables de porter les armes. J'affirme, en connaissance de cause, qu'en 1916, deux ans après l'ouverture de la guerre, il se trouvait en Angleterre certains bataillons dont un tiers de l'effectif était inapte au service militaire, un tiers du personnel à qui l'on n'aurait jamais dû permettre de s'enrôler.

Deux causes principales ont contribué à cet état de choses: certaines personnes désireuses, par patriotisme et loyauté, de lever des bataillons, poussèrent les gens à s'enrôler afin d'avoir, en aussi peu de temps que possible, un nombre d'hommes suffisant pour former un bataillon. Puis, les particuliers qui s'enrôlèrent, tout en étant inaptes au service, le firent par patriotisme, le désir de se rendre utiles leur faisant peut-être fermer les yeux sur leur manque d'aptitude. Ainsi que je l'ai dit, plusieurs d'entre eux—des dizaines de milliers—se rendirent à nos frais—jusqu'en Angleterre, d'où leur rapatriement nécessaire agrava le chiffre déjà énorme de notre dette.

J'estime qu'il ne faudrait pas répéter cette erreur et que, en outre, il y aurait facilement moyen de l'éviter.

Autre suggestion: nous devrions, dès le début, accorder un traitement généreux aux ayants droit de ceux qui iront servir outre-